

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du 05 OCT. 2013

mettant la société Gravières et Matériaux Rhénans en demeure de respecter les prescriptions de l'article 18.1.I de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières

Le Préfet de la région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.512-1, L.512-5, L.514-6 et R.514-3-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières et notamment son article 18.1.I ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 avril 2008 autorisant le Syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) des carrières d'Ottrott et de Saint Nabor à exploiter une carrière située à Ottrott et à Saint Nabor ;

VU le procès-verbal 67/ES/ST/2013/27 ;

VU le rapport, transmis à l'exploitant délégué et au SIVU, de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace en date 30 septembre 2013 ;

CONSIDERANT que le Syndicat intercommunal à vocation unique des carrières d'Ottrott et de Saint Nabor a été autorisé à exploiter une carrière située à Ottrott et à Saint Nabor ; que l'exploitant délégué est la société Gravières et Matériaux Rhénans ;

CONSIDERANT que l'aire de ravitaillement des engins de chantier n'est pas entourée par un caniveau ; que la société Gravières et Matériaux Rhénans méconnaît ainsi les dispositions de l'article 18.1.I de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé ;

CONSIDERANT que lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRETE

Article 1^{er} : La société Gravières et Matériaux Rhénans, RCS Nancy 529 215 386 – 2010 B 01172, dont le siège social se trouve situé au 5, rue Alfred Kastler – ZAC Saint Jacques – 54320 Maxeville, exploitant délégué des installations, est mise en demeure, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 18.1.I de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé :

- Le ravitaillement des engins de chantier doit être réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 et de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Strasbourg. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

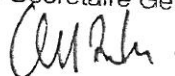
Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Gravières et Matériaux Rhénans par lettre recommandée avec accusé de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée aux maires de Saint Nabor et d'Ottrott.

A Strasbourg, le 15 OCT. 2013

Le Préfet,

P. le Préfet,
Le Secrétaire Général



Christian RIGUET